

Lettre ouverte à Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République Française

Nord Ardèche, ce samedi 19 janvier 2019 (dixième semaine du mouvement national des gilets jaunes)

Monsieur le Président,

je tiens tout d'abord à vous remercier, à la fois de vos bons vœux de nouvelle année et des propos insultants dont vous avez bien voulu, par association et ruissellement, me gratifier.

Si je m'adresse à vous, c'est après avoir épuisé les différentes couches de ce mille-feuilles administratif qui fait la gloire de notre pays. Apparemment, la communication passe mal, tant à travers la pâte feuilletée qu'à travers le fourrage (économies de beurre ou mépris de la tradition ?), la décentralisation n'ayant fait qu'éloigner un peu plus encore le citoyen lambda de ses interlocuteurs décisionnels ou institutionnels et la pédagogie univoque que vous ne cessez d'invoquer semblant avoir trouvé ses limites.

Ne doutant pas de votre bienveillante impartialité, je mettrai donc au seul crédit de la servilité des media et des remarquables œillères fièrement arborées par vos conseillers et proches collaborateurs -à moins qu'il ne s'agisse d'un défaut de vision ou d'audition (on ne conseillera jamais assez, passé les quarante ans, de consulter régulièrement un ophtalmologiste et un oto-rhino-laryngologiste à titre préventif, en vue de surveiller et tant que faire se peut d'endiguer l'inévitable déclin de nos temporelles carcasses)- le fait que vous sembliez toujours incapable et de voir et d'écouter enfin la grogne qui persiste sur de nombreux ronds-points, en dépit des nombreuses, massives et fructueuses opérations d'évacuation et de déblaiement menées par nos admirables agents des forces de l'ordre sur injonction de votre Ministre de l'Intérieur ; je me permettrai dès lors de vous apporter mon témoignage, suivi de quelques suggestions.

De la ruralité – un quotidien qui ne cesse de se dégrader

J'ai cinquante-cinq ans et je vis dans le département rural de l'Ardèche depuis plus de vingt ans. Mon mari et moi-même y avons acheté une maison et nous y sommes installés avec nos deux enfants, par choix, choix de bénéficier d'une réelle qualité de vie et choix de contrer la désertification des territoires ruraux. À l'époque, les services publics -ainsi qu'en tout autre point du territoire- y étaient assurés : à l'époque, le facteur nous remettait le courrier en mains propres -le bureau de poste dont nous dépendions était ouvert tous les jours et l'heure limite de départ du courrier était fixée à dix-sept heures en semaine et onze heures le samedi- les colis volumineux étant livrés par la Sernam, n'importe lequel de la dizaine de médecins en activité se déplaçait pour des visites à domicile et assurait des gardes de nuit et de week-end, il y avait plusieurs garages pour les réparations de véhicules souvent équipés de pompes de carburants (pas moins de trois dans un rayon de quinze kilomètres), plusieurs épiceries, une trésorerie, des écoles de taille certes réduite mais dispensant un enseignement de qualité, l'Internet était disponible via la prise RJ11 de la ligne téléphonique avec un débit moyen de 44 Kb/s (en ville il n'était au mieux que de 250 Kb/s). Il était encore possible de trouver du travail à moins de vingt kilomètres de distance, même s'il s'agissait quasi exclusivement de contrats aidés à durée limitée. Les déplacements, de par les caractéristiques géographiques du département, desservies par des choix politiques de transports discutables, ont toujours imposé le recours au véhicule personnel (pas de trains, peu de liaisons de bus en dehors des chefs-lieux) en croisant chaque jour les doigts pour que celui-ci dure le plus longtemps possible et parvienne à passer avec succès le prochain contrôle technique. La consommation moyenne sur nos routes sinueuses frise les 8-9 L. aux 100 km (contre 5-6 L/100 Km sur autoroute), un train de pneus dépasse rarement les 10 000 kilomètres quel que soit le type de conduite (la vitesse de 80 km/heure relève, sur la plupart de ces mêmes routes, du songe d'une nuit d'été), les pneus-neige et les chaînes sont impératifs en hiver. Mon mari étant fonctionnaire et, nos enfants en âge d'être tous deux scolarisés, j'ai repris ma 'carrière' professionnelle (en même temps qu'un second véhicule ainsi que le contrat et les frais d'assurance correspondants),

alternant les périodes de travail et de chômage. Le chômage, que vous semblez n'avoir vous-même jamais expérimenté a cette merveilleuse faculté de transformer l'individu normal en quelqu'un qui non seulement n'a plus rien mais qui en outre n'est plus rien, y compris et avant tout à ses propres yeux ; je vous invite à essayer, l'expérience est proprement fascinante.

J'ai eu beau traverser et retraverser sans fin la rue, mais hormis de temps à autre la hure d'un sanglier, je n'ai vu trace du moindre contrat de travail acceptable. Dès 2002, j'ai donc pris la décision de créer mon propre emploi à travers la constitution d'une association artistique et culturelle, décidant de transformer ma grange en salle de spectacle. Mais ne disposant pas d'une piscine d'agrément (= réserve d'eau de 40 m³ dans laquelle les pompiers seraient susceptibles de pomper en cas de sinistre, sans laquelle tout agrément en vue d'accueillir du public serait refusé), le projet tomba à l'eau. J'ai néanmoins persévéré, en toute stupidité, dans ma démarche de création d'emploi, devenant en 2004 entrepreneure-salariée au sein d'une scop d'emploi et d'activité, avant que l'État ne s'évertue à m'en priver dix ans plus tard à travers l'article L441-6 du code domestique du commerce modifié par la LOI n°2012-1270 du 20 novembre 2012 - art. 20 valant transposition d'une directive européenne limitant à 45 jours fin de mois le délai maximal de paiement des factures (Merci infiniment pour cette merveilleuse Union Européenne qui, loin des paradis fiscaux, lutte si efficacement contre le blanchiment d'argent sale) car après avoir négocié des délais de paiement à 60 ou 90 jours fin de mois (scrupuleusement respectés) avec mes principaux clients européens, une seule facture grevée des intérêts moratoires pour retard de paiement a amplement suffi à réduire à néant une décennie d'effort patient bien que peu rémunérateur ; cela nos chers Eurocrates avaient vraisemblablement négligé d'y penser (et je serais tout de même curieuse de savoir combien de microentreprises ont été affectées par cette mesure de génie). Mais voyons le bon côté des choses : un salaire net de 700 euros mensuels était/est de toutes façons insuffisant pour valider plus de deux trimestres de cotisation retraite par an, alors...

En parallèle de cet emploi, je m'étais aussi lancée dans un projet d'hébergement touristique, impliquant un lourd investissement (80 000 euros, au regard des dividendes perçus par l'actionnaire d'une entreprise du CAC40, c'est dérisoire, mais cela équivalait à près de quatre fois la totalité de nos revenus annuels). Projet lui aussi réduit à néant par l'impatience des banques liée à l'incapacité des collectivités à libérer les fonds de subventions (régionale et européenne) dans un délai acceptable (près de sept mois, c'est un peu longuet, non ?), au non moins fatidique plancher arbitraire de 33 % maximum d'endettement et à l'explosion des coûts de matériaux de construction occasionnant les dépassements de devis. Mon mari a pris sa retraite à l'âge de 55 ans au terme des 37,5 annuités auxquelles il s'était au départ engagé, même si les lois Fillon adoptées en 2003 et entrées à ce moment en application ont définitivement raboté cette même retraite de 30 %, à titre de décote. (Merci infiniment de cette belle pensée pour les générations futures ; nos deux enfants ont tout particulièrement apprécié ce coup de pouce anticipé qui leur a presque fait renoncer à leurs études supérieures). Nous nous sommes en conséquence retrouvés à rembourser durant dix ans un crédit aussi inutile que coûteux représentant plus de 43 % de nos revenus. (impossible de terminer les travaux, le coût estimé de la toiture dépassant de 10 000 euros le solde de fonds empruntés du fait du surcoût du silo à plaquettes de bois de la chaudière, et les banques refusant la rallonge de crédit demandée ; même sur la base d'une activité faible, la structure d'hébergement était censée rapporter de quoi rembourser la totalité de l'emprunt en moins de 3 ans. Hélas, pas de toit = pas d'activité et pas d'activité = pas de rentrées... mais restons positifs : notre système de chauffage écologique repose tout de même depuis août 2004 sur une petite merveille de chaudière à bois déchiqueté ultra-performante -bien que surdimensionnée- finalement subventionnée fin février 2006 à 50 %). Nous n'avons survécu que grâce à un petit héritage laissé par mes parents.

Une fois nos enfants devenus ingénieurs, l'un a trouvé un emploi (sous-payé) dans une TPE de la région lyonnaise, l'autre s'est expatrié aux antipodes -et je ne puis que me féliciter de l'avoir encouragé dans cette voie, tant les conditions de vie et les perspectives d'avenir se sont détériorées dans ce pays.

La privatisation des entreprises publiques ouvertes à la libre concurrence acharnée, tant prônée par nos économistes, a eu la peau de notre tissu social et industriel, de notre système de santé et de solidarité, de nos services publics.

Désormais, le bureau de poste le plus proche n'est plus ouvert qu'un jour par semaine (et encore, à la condition qu'un agent soit présent) et sera sous peu fermé au bénéfice d'un point poste -nous n'apercevons le facteur, un contractuel qui n'est bien sûr jamais deux fois le même, certains remplaçants ne connaissant même pas la tournée, que pour les courriers recommandés ou suivis contre signature ou lorsque la boîte aux lettres normalisée s'avère trop étroite pour le volume de courrier-, le nombre de médecins a considérablement fondu et désormais plus aucun d'entre eux ne se déplace, ni n'assure de garde -on nous dirige donc vers les urgences de l'hôpital situées à trente-six kilomètres, quant aux consultations, plusieurs mois d'attente sont nécessaires pour décrocher le moindre rendez-vous et encore -à condition de ne pas être un nouveau patient sous peine de se voir opposer un refus pur et simple, il ne reste qu'une seule épicerie, les stations-services ont fermé, remplacées par deux automates situés à vingt kilomètres, les livraisons de colis dépendent du bon vouloir des sous-traitants à faire le déplacement jusqu'ici (trop loin donc trop peu rentable), la connexion à Internet -puisque nous sommes en zone blanche- n'est disponible que via le satellite à un coût exorbitant (le double de celui de la plupart des offres 'fibre' -promise pour 2025- et en outre limitée à un certain volume de données -quarante euros les 15Go mensuels, l'illimité frôlant les 150 euros mensuels ; un véritable produit de luxe néanmoins impératif pour les relations avec les administrations : impôts, sécurité sociale, Pôle-Emploi), la téléphonie mobile ne permettant aucune communication à l'intérieur de la maison (nous devons toujours nous contenter d'antennes 2G : 15 euros/mois), le service de téléphonie fixe reste indispensable (28,99 euros l'abonnement de quatre heures) tout en se dégradant peu à peu en attendant sa fin programmée en 2020, le réseau électrique connaît lui aussi des incidents réguliers (la neige de début novembre a occasionné trois jours pleins de coupure -sans dédommagement de la part d'Enedis- cela aurait-il à voir avec le fait que nous sommes désormais classés en zone trois en termes de priorité ?), le nombre d'agriculteurs actifs sur la commune a fondu comme neige au soleil malgré la reconversion à laquelle certains avaient été contraints par l'effondrement des cours du lait (organisé dans le cadre de la nouvelle PAC), l'état des voies communales se dégrade fortement depuis que la compétence de leur entretien et réfection a dû, comme tant d'autres compétences, être déléguée à la communauté de communes à laquelle la municipalité a été contrainte d'adhérer (merci pour la décentralisation et la simplification) et tandis que sur la portion de départementale, la préfecture autorise les essais de véhicules de rallye, le conseil général ne semble pas outre mesure pressé de remédier convenablement aux dégradations qui en résultent (aucun élu d'importance ne réside dans les parages et il est vrai que tandis que nombre de compétences ont ruisselé de l'État vers les collectivités locales le versement des dotations correspondantes a connu une fâcheuse évaporation). Nos chers élus tout émoussés à la perspective de la manne touristique promise par les pythies ont beaucoup investi dans cette voie (Grotte Chauvet, Mastro, etc.), en venant presque à oublier la population qui fait vivre ce territoire. Fièvre que semblent partager les représentants locaux de l'État : la liberté de circulation garantie par la loi, et si chère à Madame le Préfet lorsqu'il s'agit d'évacuer les vilains Gilets Jaunes qui occupent les ronds-points, ne semble pas s'appliquer en tous temps et en tous lieux de la même manière puisque depuis plusieurs années, le samedi de la course cyclo-touristique L'Ardéchoise (3^e samedi de juin), pour des raisons de sécurité, de décisions univoques des organisateurs quant au parcours de ladite course et au seul bénéfice des milliers de cyclistes qui débarquent d'un peu partout -sans que cela conduise à la moindre retombée financière tout en générant plutôt un manque à gagner pour les structures d'hébergement communales et privées, la population de notre village est de fait assignée à résidence par arrêté préfectoral, de 8h30 à 20 h (auparavant c'était de 06h à 22h, on peut considérer qu'il y a un léger mieux, mais ainsi que je l'ai déjà signalé l'an dernier aux représentants des collectivités territoriales et de l'autorité préfectorale, si cela était amené à se reproduire, je n'hésiterais plus à saisir la justice). La taxe d'habitation que vous avez clamé haut et fort avoir supprimée l'année dernière a augmenté pour nous de plus de 6 %. Depuis deux mois, nous ne parvenons plus à faire face à nos dépenses courantes (électricité, chauffage,

nourriture, assurances, moyens de communication, déplacements, frais bancaires) et avons épuisé les maigres économies qui nous restaient.

Mais nous ne sommes pas, et de loin, les plus à plaindre. D'ailleurs, ce n'est pas pour mendier que je vous écris, mais pour vous rappeler vos devoirs et engagements.

Comment croire encore aux promesses, les vôtres, celles de vos ministres -à fortiori celles du secrétaire d'État aux comptes et à la fonction publique M. Dussopt, qui fut suffisamment longtemps élu sur les rangs du parti socialiste de l'Ardèche avant de rejoindre ceux de vos aficionados pour faire faire douter d'une réelle volonté d'amélioration tant des services publics que de l'égalité des citoyens et des territoires ?

J'ai toujours jusqu'ici respecté la loi à la lettre et suis viscéralement opposée à la stigmatisation et à la violence tout autant qu'à l'injustice. Si je porte le gilet jaune à un rond-point depuis fin novembre dernier, c'est que je ne supporte plus de me taire et de fermer les yeux sur le mépris affiché par ceux qui sont supposés, vous y compris, nous représenter et agir pour le bien du peuple. Qui ne semblent préoccupés, une fois élus, qu'à préserver les avantages qu'ils se sont indûment octroyés tandis que le nombre de pauvres et de sans domicile fixe explose, que les femmes qui travaillent dans ce pays sont toujours bien moins payées que leurs homologues masculins et pour leur grande majorité bien en-dessous du seuil de pauvreté, que les chômeurs victimes de la disparition des clauses protectrices du code du travail que vous avez si habilement vidé de sa substance, soient considérés comme des parasites et que les dernières mesures votées par la majorité les transforment en sous-esclaves modernes (n'ayant désormais même plus droit au gîte et au couvert), que les retraités se retrouvent spoliés au terme d'une vie d'efforts et de labeur, que nos montagnes et nos campagnes continuent de se désertifier, phénomène encore amplifié par des services publics privatisés devenus inopérants, que les contribuables français continuent de payer une dette artificiellement entretenue (vu que ce qui est remboursé à prix fort ne constitue toujours que le paiement partiel des intérêts de cette pseudo dette que vous et votre gouvernement ne cessez de creuser encore et encore), que notre environnement continue d'être saccagé au nom du progrès, tout cela au bénéfice de financiers, de spéculateurs, de pseudo-actionnaires qui confondent investissement et placement, ne visant qu'à engranger toujours plus de richesses en maintenant sous perfusion un système décadent, morbide et moribond (force est de reconnaître qu'eux y déploient de réels efforts).

Des irresponsables politiques qui oublient en quoi consiste un mandat représentatif

Il est bien commode de faire porter au mouvement des gilets jaunes la responsabilité du recul de l'économie, mais en toute clairvoyance, même un enfant de huit ans pourrait se rendre compte qu'il serait plus juste de l'attribuer à la dégradation générale du pouvoir d'achat (quand les comptes sont dans le rouge, il n'est plus possible d'acheter quoi que ce soit, même le paquet de nouilles devient un luxe, sans compter que les banques s'enrichissent encore aux dépens des plus pauvres à travers les commissions d'intervention pour dépassement de découvert souvent abusives).

Mais quoi qu'il en soit, le problème et sa solution ne se placent pas uniquement au plan économique ou même social : ils sont, ne vous en déplaise, éminemment politiques. Et exigent des responsables (?) politiques qu'ils prennent leurs responsabilités.

Il est à cet égard particulièrement malsain et regrettable que tout garde-fou semble avoir disparu et que même la séparation effective des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire soit de moins en moins tangible.

Le pouvoir délégué aux élus n'est pas absolu et doit de ce fait faire l'objet d'un encadrement permanent. La loi doit, devrait, être la même pour tous, s'appliquer de la même façon pour tous. L'impunité dont jouissent les parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions les ravale de fait au rang d'irresponsables politiques. Il est tout aussi inacceptable que le Président de la République

soit placé au-dessus des lois dès lors que suite à la dernière révision de la constitution il est devenu non-justiciable.

Alors que les comparutions immédiates des petits délinquants donnent trop souvent lieu à des peines de prison ferme, les grands délinquants en cols blancs et les ténors de la politique de ce pays bénéficient eux de façon trop systématique de non-lieux voire en de rarissimes occasions de peines assorties de sursis, témoignant d'une indulgence outrancière. Vous répétez sans cesse que vous assumez, Monsieur le Président, mais qu'assumez-vous au juste ? Puisque vous n'êtes pas tenu d'assumer quoi que ce soit et surtout pas les conséquences de vos actes et décisions ?

La représentation électorale est un mandat précis, pas un chèque en blanc dont certains pourraient tenter d'user et d'abuser, en oubliant les principes de souveraineté du peuple.

Le principe d'une bonne gouvernance exige des élus qui coûtent tout de même un pognon dingue au contribuable qu'ils rendent des comptes à ceux qui leur ont donné un mandat précis, pas qu'ils se comportent en caste dominante. Leur rémunération devrait assurément se limiter au salaire minimum et se voir appliquer le régime général de retraite et de chômage, car rien ne justifie de tels fromages sur lesquels se fondent des dynasties politiques, isolées des réalités du peuple qu'elles sont supposées représenter ; ils comprendraient peut-être alors les fondements des revendications des Gilets Jaunes. Le refus d'appliquer la proportionnelle stricte pour l'ensemble des élections conduit à nier à une large part de la population la moindre représentativité. La non-prise en compte de l'abstention et du vote blanc dans les résultats conduit à la légitimation d'élus qui sont bien loin d'être aussi largement soutenus qu'ils se plaisent à le dire. Nul n'a le droit de nier la parole de plus de la moitié des électeurs. Sans compter que la stigmatisation de certains partis, encouragée par l'appareil médiatique qui loin de s'en tenir à son rôle premier d'information se plaît à jouer le maître à penser de l'opinion, empêche tout réel débat démocratique, en fausse les règles en imposant une pensée unique considérée comme politiquement correcte. Ces mêmes media qui lors de l'élection présidentielle de 2007 ont présenté Pierre Rabhi comme simple ouvrier spécialisé, évitant soigneusement d'évoquer ses travaux et expériences en matière d'agriculture biodynamique, qui ont salué le score majoritaire de M. Sarkozy au second tour alors même qu'il n'avait obtenu que 49 % des voix ; les mêmes qui lors de l'élection de 2002 ont conduit plus de 80 % des électeurs à désigner M.Chirac au second tour en appuyant les appels au 'front républicain'. Ou en 2017. Car contrairement à ce que vous affirmez et semblez croire dur comme fer, vous n'avez pas été élu par une majorité de Français ; permettez-moi de vous rappeler qu'en outre une partie de ceux qui ont soi-disant voté pour vous ont avant tout voté, à tort ou à raison, contre votre adversaire Mme Le Pen.

La crise actuelle traduit l'explosion en plein vol du seul modèle de représentativité -totalement biaisée- qui ait jamais été inventé par les partis politiques de ce pays, et dont ils ont usé et abusé pour s'arroger des prérogatives qui n'étaient et ne sont pas les leurs. Année après année, décennie après décennie, la classe politique s'est elle-même totalement et irrémédiablement discréditée. Le comportement du parti constituant votre principal soutien à l'assemblée nationale, excluant les élus qui s'écartent de la ligne blanche (comme cet élu de l'Aude, exclu pour avoir refusé de voter le projet de budget) n'est que l'aspect, le symptôme le plus flagrant, de votre conception de la liberté de penser et plus largement de votre notion même du débat.

Débat ou boîte à idées (que sont les thinktanks devenus ?)

Vous avez lancé un 'grand débat national' censé apporter toutes les réponses à tous les maux endurés par les Français, mais comment y croire encore alors même que les consultations directes de type referendum (projet de constitution pour l'Europe) ou enquêtes publiques (la dernière en date visant ici l'installation d'éoliennes industrielles au Col du Rouvey) ont vu leurs résultats systématiquement ignorés et bafoués par les représentants-mêmes de l'État ?

Le débat exige que chaque participant bénéficie d'une égalité stricte en termes de considération, de traitement et de temps de parole, que la discussion soit menée sur un mode ouvert (exempte

de tout tabou). Celui que vous proposez, de par sa méthodologie limitative, avec ses questions fermées, semble n'avoir pour but que de valider vos propres initiatives -qui ne séduisent plus grand monde- et de récupérer -tout en les dénaturant- les suggestions par trop audacieuses ou qui n'iraient pas dans le sens voulu (que les garants soient désignés par et au sein de votre gouvernement fait peser de sérieux doutes sur l'exemplarité de sa tenue). Les élus de base - actuellement les seuls à se voir reconnaître quelque légitimité- appelés à participer à l'expérience font une nouvelle fois preuve d'extrême naïveté : désormais dépossédés de toute compétence, ne sont-ils pas à terme appelés à disparaître (d'autant plus faciles à sacrifier une fois que le fond du mille-feuilles sera cramé).

Pour votre gouverne, sachez que le véritable débat public a commencé, sans eux, sans vous, dans l'espace public le 17 novembre 2018 dernier. Il n'est d'ailleurs pas près de s'arrêter, quelles que soient vos tentatives de le museler. Ce n'est pas en jetant quelques miettes assaisonnées de belles promesses ni en faisant disparaître les gilets jaunes des ronds-points ou en les insultant à coup de qualificatifs abjects que vous effacerez le fondement de la contestation qu'ils incarnent. Ne vous a-t-on jamais enseigné que les insultes, la violence, la répression et les armes sont le fait des seuls faibles ?

Des réformes

Vous affirmez que les Français sont par principe opposés aux réformes, mais vous oubliez de reconnaître combien les réformes proposées à ce jour sont insensées en ce qu'elles conduisent systématiquement à une dégradation ultérieure du niveau de vie du plus grand nombre et à la limitation des prérogatives du peuple souverain.

Si vous écoutiez effectivement les voix qui s'élèvent, vous seriez surpris de la pertinence des deux principales réformes réclamées par les gilets jaunes :

- la plus urgente consistant à inscrire dans la constitution le recours systématique au referendum d'initiative citoyenne législatif, abrogatoire, révocatoire et constitutif, sans limitation aucune des sujets proposés, applicable à la demande de 2 % du corps électoral (un million de signatures, proportionnellement bien au-delà de ce qui est requis au niveau européen et bien au-delà du nombre réel d'adhérents des partis, tous partis confondus, à savoir le véritable socle de votre légitimité) tel qu'ils le réclament, ne pourrait que recueillir l'adhésion d'une large majorité de Français. Et serait bien plus démocratique que la non-représentativité actuelle. Car si la situation du pays est aussi grave que vous le prétendez, il est plus que jamais impératif de cesser de dresser les Français les uns contre les autres : au sortir de la seconde guerre mondiale, c'est la participation de tous sans exception au CNR (rassemblant toutes les tendances politiques sans exception) qui a permis au pays de se relever.

- la seconde, qui irait dans le sens de plus de justice sociale en faisant reposer l'effort national sur tous de façon équitable et en donnant plus de transparence au système contributif, consistant à supprimer la TVA et autres impôts indirects pour soumettre à l'impôt direct la totalité des revenus à compter du premier centime (la notion de contribuable non-imposable disparaîtrait en même temps que les inégalités les plus flagrantes : à travers la TVA, les non-imposables contribuent à même hauteur que les ultra-riches, y compris et surtout sur les biens de première nécessité). À nouveau une réforme qui ne pourrait qu'être applaudie des deux mains.

Sur ce point précis, vous défausser en vous retranchant derrière les engagements européens de notre pays équivaldrait à reconnaître que nos représentants politiques ont d'un même élan sacrifié toute forme de souveraineté sur l'autel de l'UE. N'oublions pas que dans d'autres états-membres, le taux de TVA est moindre. La communauté économique européenne a eu beau bénéficier de l'appui indéfectible des classes dirigeantes de ses pays membres, elle a failli à se transformer en une union politique et sociale : c'est toujours la haute finance qui dicte les lois, le parlement

européen soumis à une toute-puissante commission non-élue n'est qu'une façade tant ses prérogatives sont limitées et son fonctionnement gangrené par les lobbyistes de tout poil.

L'adhésion à la zone euro a de fait privé la France de sa souveraineté monétaire, et par là-même d'un précieux outil de régulation de l'inflation.

Le projet de constitution pour l'Union Européenne soumis à referendum en 2005 a eu beau être rejeté par une majorité de 55 % des électeurs français, le Président de l'époque a trahi la volonté du peuple en s'essuyant les pieds sur ce résultat, en proposant puis en ratifiant le traité de Lisbonne, entraînant la France à la perte progressive de toute souveraineté économique et politique. L'adhésion de notre pays à l'OTAN qu'il a de même ratifiée, a non seulement signifié l'abandon de notre souveraineté militaire mais a entraîné la France dans une succession de conflits colonialistes aussi coûteux que barbares. La mission de l'armée française est de défendre le territoire, pas de couvrir le pillage des ressources naturelles et le massacre de populations innocentes conduisant à un afflux massif de réfugiés, à la déstabilisation des équilibres géopolitiques, aux récupérations religieuses extrémistes et, partant, aux attaques terroristes sur le sol national. Nos traités internationaux méritent une sérieuse révision.

Pour la planète et le climat. La transition procrastination et les demi-mesures, ça suffit !

La seule réponse que vous apportez aux défis climatiques se résume au 'Green Washing' (consommer vert) qui constitue la base même de votre transition écologique, alors que le meilleur moyen de préserver la planète est de cesser de consommer (et donc produire) des biens superflus trop souvent à l'origine du pillage des ressources de la planète.

Proposer de taxer, et taxer toujours davantage, pour se mettre en soi-disant conformité avec les engagements pris lors des sommets 'pour le climat' n'a jamais réduit d'un seul gramme de gaz à effet de serre les rejets au niveau global, le fameux protocole de Kyoto -si souvent cité et trop peu lu- n'ayant eu pour finalité réelle que de fixer la valeur marchande de la tonne de CO2.

Oubliez le principe mercantile et appuyez-vous sur le simple bon sens. Le simple bon sens qui permet de se rendre compte que les véhicules électriques ne sont qu'une fausse solution dont le seul mérite est de soutenir l'industrie automobile (et combien d'EPR supplémentaires pour assurer leur alimentation ?), alors que la décision de supprimer les déplacements superflus en revenant à une économie (emplois, production, commerce) de proximité serait de loin plus efficace.

Le gasoil pose gravement problème ? Plutôt que de vous cantonner à le surtaxer,

- interdisez purement et simplement le transport de marchandises qui parcourent plusieurs milliers de kilomètres (par cargo, avion, camion) alors que les mêmes sont produites localement (le summum du non-sens), les monstrueux paquebots de croisières touristiques qui se limitent à faire du cabotage sans rien apporter aux économies locales ;

- interdisez les produits à bas coût qui pèsent lourdement sur le bilan carbone, la pollution et la santé de notre industrie ;

- allez jusqu'à interdire purement et simplement la production de toute matière plastique, d'autant plus que tous les solvants et adjuvants sont désormais reconnus pour être des perturbateurs endocriniens (cela détruirait certes les emplois de ce secteur, mais faut-il continuer de faire peser des risques sur la santé des populations et sur la faune aquatique de toute la planète pour préserver ces emplois alors même que vous n'hésitez pas une seule seconde lorsqu'il s'agit de détruire les emplois de fonctionnaires des services publics ?) ;

- interdisez l'agriculture intensive, les engrais chimiques et les pesticides (la récente décision de surseoir encore quelques mois à une loi pourtant votée par l'assemblée est une aberration écologique) pour imposer l'agriculture biologique extensive.

Tant qu'à faire, interdisez carrément la pétrochimie.

et ne venez pas dire -une fois encore- que cela serait nous mettrait en contravention avec les accords internationaux (mince, la PAC à renégocier et le TAFTA qui s'effiloche) auquel cas il conviendrait de les dénoncer et d'en conclure de plus cohérents, ne s'agit-il pas avant tout de sauver la planète ?

- arrêtez enfin cette course folle au tout-virtuel, la nouvelle foi dans les algorithmes, l'intelligence artificielle, les outils technologiques et les objets connectés présentés comme la quintessence du progrès. Nous sommes des humains, pas des unités carbone. Nous avons une vie privée qu'il est essentiel de préserver. Il serait bon que les représentants de l'État respectent et fassent respecter les limites de la sphère privée (il serait d'ailleurs bon que les croyances religieuses et orientations sexuelles réintègrent ce jardin intime), qu'ils cessent eux-mêmes et empêchent quiconque de s'y immiscer plus avant en s'appuyant sur ces technologies : la surveillance (localisation GPS, interception des télécommunications, des connexions Internet, paiements par cartes de crédit) et le fichage (et le croisement des divers fichiers) à outrance réduisent nos libertés à une peau de chagrin. En 2017, le seul stockage des big data dans les serveurs a représenté 6 % de la consommation électrique annuelle du pays. Soit la quasi totalité de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Est-ce bien raisonnable ?

En résumé, cessez de jouer les figurants ou de vous retrancher derrière votre impuissance à agir : posez de réels actes politiques, de réels choix en adéquation avec les attentes du peuple que vous prétendez représenter. Faute d'inventivité, inspirez-vous davantage des expériences engagées par d'autres pays : l'Islande qui a pris des mesures effectives contre les délits financiers et les dérives des banques, le Portugal où l'augmentation massive des revenus de base a rapidement conduit à une réduction du déficit national, la Suisse en matière de référenda et d'encadrement efficace de la vie politique, les pays nordiques en matière de gestion des déchets...

C'est à se demander si nous parlons bien la même langue

Enfin, je vous serais grandement reconnaissante d'encourager vos ministres et communicants à cesser de tant malmener la langue française (je vous remercie notamment de rappeler à M. Darmanin que le pluriel de 'contre-signal' est 'contre-signaux' ; on trouve chez les bouquinistes d'excellents manuels scolaires auxquels se référer en cas de doute) et à faire preuve, faute d'humilité, d'une totale exemplarité lorsqu'ils s'adressent à cette foule haineuse d'illettrés fascistes antisémites casseurs terroristes factieux populistes (par opposition à élitistes ?) complices etc. qui déconnent, manquant cruellement de docilité, d'intelligence et de subtilité.

Je vous prierai aussi de bien vouloir vous-même cesser de nous insulter et haranguer avec un tel mépris (en termes de langage et d'attitude, on pourrait s'attendre à mieux de la part d'un Président de la République), de nous abreuver de beaux discours prémâchés, condescendants et théâtralisés à l'excès, de messages délibérément confus (comme dans votre récente lettre aux Français où vous vous contredisez en l'espace de huit lignes seulement) : la novlangue, les éléments de langage, le marketing politique, le storytelling et autres outils de programmation neurolinguistique ne trompent plus grand monde.

Ne commettez pas l'erreur d'oublier que vous avez impérativement besoin du peuple, y compris de ses composantes les plus turbulentes (est-il utile de préciser que je parle des manifestants pacifiques et non des auteurs de violences ?), qui sont tous autant de citoyens, de contribuables et d'électeurs, sans lesquels vous n'êtes rien, alors que la réciprocité reste (encore) à prouver.

Vous remerciant de l'attention que vous aurez bien voulu accorder à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération pour la fonction que vous exercez, teintée de ma profonde déception quant à l'image discutable que vous persistez à en donner

Sonia, Gilet Jaune en Nord Ardèche.